



## ARRETÉ N° 2024/081

Permission de voirie 2 rue des Chênes

Extension du Centre médical

78870 BAILLY

### Le Maire de la commune de BAILLY,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2122-24 à L2122-28, L2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6.1 ;

**VU** le Code de la Route, et notamment les articles L325-1 à L325-3, L362-1, R411-24 et R417-10 ;

**VU** le Code pénal et notamment son article R610-5 ;

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure article L.511-1 ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 mai 1989 relatif à la signalisation routière ;

**VU** la demande de travaux en date du 17/11/2023 de la société ELLIPSE domiciliée 19 rue de la Fontenelle, 78270 La Villeneuve-en-Chèvre qui doit réaliser les travaux d'extension du Centre médical, qui auront lieu du 20/11/2023 au 30/09/2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exécution des travaux d'extension du Centre médical nécessite l'aménagement d'une zone de livraison du chantier ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à assurer le respect des mesures de sécurité et d'hygiène du chantier ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La société ELLIPSE est autorisée à occuper le domaine public au niveau du 2 rue des Chênes, ainsi qu'à clôturer une partie de la voirie pour la nécessité du chantier, du 20/11/2023 au 30/09/2024. Elle pourra également occuper les abords du Centre médical tant que cela n'occasionne aucune gêne au passage des piétons.

A charge pour elle de se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et aux conditions spéciales suivantes, sa responsabilité étant engagée en cas de manquement à ses obligations :

- Mettre en place et maintenir la signalisation réglementaire du chantier de jour et de nuit ;
- Si la continuité du cheminement piéton ne peut être maintenue, mettre en place le dispositif nécessaire pour permettre aux piétons de circuler en sécurité (passage sécurisé le long de l'échafaudage, traversée de chaussée...);
- En cas d'aménagement d'un passage sécurisé pour piétons, celui-ci devra obligatoirement avoir une largeur de 1,40 m, libre de tout obstacle.

**ARTICLE 2 :** Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et sous sa responsabilité. Tout affichage sur les équipements publics (mâts d'éclairage, mobilier urbain, tronc d'arbres) reste strictement interdit. L'entreprise devra afficher l'arrêté sur son propre mobilier.

**ARTICLE 3 :** Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°0140/2023.

**ARTICLE 4 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées et les contrevenants poursuivis conformément à la loi. Les véhicules en stationnement illicite seront considérés comme gênants et leur enlèvement pourra être demandé. Par dérogation, les véhicules de la société chargée des travaux seront seuls autorisés à stationner.

**ARTICLE 5 :** Toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'état de propreté des abords du chantier et nettoyer régulièrement la voie publique durant les travaux devront être prises. Dès l'achèvement du chantier les bénéficiaires de la présente autorisation sont tenus de réparer les éventuels dommages.

**ARTICLE 6 :** Les revêtements de voirie et de trottoir devront être refaits à l'identique sur toute la largeur de la surface concernée : voie ou/et trottoir. Dans le cas où les travaux de reprise ne sont pas au moins de la même qualité que le précédent revêtement, alors l'entreprise pourra être tenue responsable de dégradation et, après mise en demeure, elle sera redevable des frais de reprises pour remise en état.

**ARTICLE 7 :** Charge à l'entreprise de fournir et mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires au bon déroulement du chantier. En cas d'accident la responsabilité du demandeur pourra être engagée.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy le Roi, la Police Municipale de Bailly, et Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Bailly sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliations sont adressées à :

- Versailles Grand Parc [deplacements@agglovgp.fr](mailto:deplacements@agglovgp.fr) et [plaine@agglovgp.fr](mailto:plaine@agglovgp.fr)
- M. le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy-le-Roi [bta.noisy-le-roi@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:bta.noisy-le-roi@gendarmerie.interieur.gouv.fr)
- La Police municipale de Bailly [police@mairie-bailly.fr](mailto:police@mairie-bailly.fr)
- Le SDIS [LOU.prevision@sdis78.fr](mailto:LOU.prevision@sdis78.fr)
- La société ELLIPSE [contact@ellipse95.fr](mailto:contact@ellipse95.fr)
- Monsieur le Directeur des Services Techniques [sebastien.mesnard@mairie-bailly.fr](mailto:sebastien.mesnard@mairie-bailly.fr)

Fait à Bailly, le 25/06/2024



**Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint au Maire délégué aux Mobilités,  
à la Voirie et aux Travaux,**

  
**Denis PETITMENGIN**